Questions orales

M. Clark: Un ministre a-t-il, au nom de son ministère, exprimé l'avis qu'une entente sanctionnée par le gouvernement du Canada constituait une violation de la loi au Canada? Pareille lettre existe-t-elle? Si oui, la Chambre des communes, à laquelle le gouvernement au pouvoir est comptable—commission royale ou pas—peut-elle voir cette lettre? Le ministre peut-il nous dire si le gouvernement du Canada continue d'avoir pour politique d'appuyer les infractions à la loi du Canada?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, dans sa question, je crois que le chef de l'opposition a tiré des conclusions supplémentaires injustifiées. D'après ce que je crois comprendre, l'avocat de la commission a mentionné brièvement hier une lettre et en a donné une interprétation particulière.

Une voix: Voyons la lettre.

M. MacEachen: Le gouvernement ne veut nullement entraver les travaux de la commission royale d'enquête.

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Quant à nous, nous voudrions que cette affaire soit approfondie et examinée rapidement devant la commission, quels que soient les témoignages consignés au compte rendu, quels que soient les ministres qui ont transmis les lettres examinées devant la commission et quelles que soient toutes les preuves présentées. Le gouvernement n'a certes pas l'intention de remplacer la commission royale d'enquête ni de consigner au compte rendu de la Chambre des renseignements fragmentaires. Je crois que ce serait irréflecti et que cela irait à l'encontre du travail accompli par la commission royale d'enquête McDonald.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Monsieur l'Orateur, personne n'a jamais accusé le gouvernement de mettre des bâtons dans les roues de la commission royale d'enquête. Il essaie de se servir de cette commission pour entraver les travaux de la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Si cela ennuie le vice-premier ministre que l'on interprète de manière fantaisiste le contenu d'une lettre adressée par un de ses collègues à un autre de ses collègues, dans laquelle il est dit que le gouvernement peut-être enfreint la loi, il peut toujours nous montrer la lettre en question. Si le ministre du Revenu national persiste à croire que l'entente est illégale, il peut nous dire si le ministre de la Justice la juge légale ou illégale sur le plan juridique. Il peut régler le problème en nous disant quelles autorisations le gouvernement donne et s'il donne le feu vert à des opérations illégales, et en cessant de se retrancher derrière une commission royale d'enquête.

Des voix: Bravo!

[M. Clark.]

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien n'autorise pas des opérations illégales et il n'essaie pas non plus de se retrancher derrière la commission royale d'enquête McDonald. Si le gouvernement a fini par accepter de créer cette commission, c'est à cause de l'insistance des députés de l'opposition.

M. Baker (Grenville-Carleton): Il a fini par la créer.

M. MacEachen: On a en effet bien souvent déclaré que le sujet qui préoccupait la Chambre des communes ne se prêtait pas à la discussion aux Communes mais qu'il devait être confié à la commission royale d'enquête McDonald. C'est pourquoi nous avons créé cette commission.

● (1122)

Je tiens à répéter exactement le principe dont le gouvernement s'est inspiré dans le passé lorsque la crédibilité des témoins a été mise en doute par la Chambre et lorsque des preuves contradictoires ont été présentées à la Commission royale, lorsque les députés ont posé des questions à la Chambre. A mon avis, l'endroit tout indiqué pour régler toutes ces questions, c'est devant la Commission McDonald où toutes les preuves seront présentées dans le contexte.

M. Broadbent: Après les élections.

M. MacEachen: Le chef des néo-démocrates dit «après les élections». On voit quel esprit soupçonneux il a.

Une voix: N'ayez aucun doute là-dessus!

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Peut-être le député aurait-il dû avoir la prévoyance de ne pas préconiser la création d'une commission royale d'enquête s'il estimait que les révélations de l'enquête ne coïncideraient peut-être pas avec ses objectifs électoraux.

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Ce qu'il veut faire, bien sûr, c'est employer cette affaire à des fins politiques et non pas mettre au jour la vérité, ce que nous espérons de la Commission royale McDonald et non pas de la politiquerie des députés de l'opposition.

Des voix: Bravo, bravo!

LA CORRESPONDANCE ENTRE L'ANCIEN MINISTRE DU REVENU
ET LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, le vice-premier ministre ferait mieux d'attendre les résultats de la Commission Laycraft qui auront également l'effet d'une bombe dans cette affaire. Toutefois, en l'absence du ministre du Revenu national et de son premier suppléant, j'aimerais m'adresser à celui qui est très probablement le second suppléant et poser une question au ministre de l'Emploi et de l'Immigration, qui a déjà été ministre du Revenu national. A-t-il écrit une lettre au solliciteur général de l'époque pour lui donner son opinion sur l'entente signée en 1972?